(1)

(N° 146.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 AVRIL 1887.

Modifications à quelques dispositions légales relatives au mariage (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. BILAUT.

MESSIEURS,

Le projet a été accueilli favorablement par la Chambre et le pays. Les publicistes et les moralistes les plus distingués ont critiqué vivement les nombreuses difficultés dont le Code civil et des lois spéciales ont entouré la célébration des mariages. La réforme proposée, en supprimant des obstacles qui, sans motif suffisant, entravent les unions légitimes, aura incontestablement pour effet de diminuer le nombre des liaisons irrégulières. L'auteur de la proposition a donc, en la déposant, rendu service à la cause de la moralité publique et de la civilisation. On ne peut qu'applaudir à l'initiative qu'il a prise.

La section centrale a introduit dans le projet divers amendements qui vont être successivement exposés et justifiés.

ARTICLE PREMIER.

La 1^{re} section propose de substituer le texte suivant à celui de cet article :

(1) Proposition de loi, n° 108.

(2) La section centrale, présidée par M. DE LANTSHEERE, était composée de MM. BEGEREM, BILAUT, DELEBECQUE, KERVYN DE LETTENHOVE, VERCRUYSE et CORNESSE.

« Les miliciens et les remplaçants qui ont accompli leur terme de service actif normal peuvent contracter mariage dès leur envoi en congé illimité. »

Ce changement de rédaction vise spécialement la situation des miliciens qui, après le tirage au sort, sont envoyés en congé illimité avant d'entrer au service.

La 2^e section demande que les mots « les volontaires avec prime » soient insérés dans le texte.

Dans la 3^e section, l'article est adopté par trois voix ; un membre s'abstient.

Dans les 4^e, 5^e et 6^e sections, il a réuni l'adhésion de tous les membres présents.

La section centrale propose de rédiger l'article 1^{er} en ces termes :

« Les miliciens, les volontaires avec prime et les remplaçants, qui ont achevé leur quatrième année de service ou qui sont envoyés en congé illimité conformément à l'article 85, peuvent contracter mariage. »

Les motifs du projet s'appliquent aux volontaires avec prime aussi bien qu'aux remplaçants et aux miliciens.

Le texte nouveau tient compte des observations émises dans la 1^{re} section. Il se borne à mettre sur la même ligne, en ce qui concerne la faculté de contracter mariage, ceux qui ont accompli leur quatrième année de service et ceux qui, *dans les conditions prévues par l'article 85*, sont envoyés en congé illimité.

ART. 2.

Dans la 1^{re} section, un membre a combattu cet article en faisant valoir des considérations qui peuvent ainsi se résumer :

a. Beaucoup de miliciens ne sont appelés au service que deux ou trois ans après le tirage au sort, par suite d'exemptions fondées sur des causes morales ou physiques ; ces miliciens peuvent n'être pas en congé illimité quand ils ont accompli leur 25^e année ; ils ne peuvent, dans ce cas, pas se marier à cet âge, c'est-à-dire bénéficier de la disposition de l'article 1^{er} du projet.

b. L'auteur de la proposition donne à l'article 103 de la loi sur la milice une portée qu'il n'a pas. Cet article n'interdit pas le mariage aux réfractaires, mais les astreint, comme tous les autres citoyens, à produire un certificat constatant qu'ils ont rempli leurs obligations en matière de milice. Il n'y a pas d'autre moyen d'atteindre les citoyens qui ont méconnu le premier de leurs devoirs, celui de concourir à la défense de la patrie. C'est la loi du 8 mars 1847 qui a fixé l'âge de trente-six ans, comme limite après laquelle le certificat de milice cesse d'être obligatoire pour pouvoir contracter mariage. Dans la discussion de cette loi on proposa d'abaisser cette limite à

trente ans. Mais on objecta que l'adoption d'un délai aussi court serait un encouragement à la fraude. Cette objection n'a pas cessé d'être fondée.

c. Ce ne seraient pas seulement les réfractaires, mais aussi les retardataires et les déserteurs, qui jouiraient du bénéfice de l'article 2.

d. La modification de l'article 103 de la loi sur la milice entraîne celles des articles suivants, 104 et 105, exigeant le même certificat pour obtenir une patente, un passeport, pour être admis à un emploi salarié.

Au vote sur l'article 2, tous les membres de la 1^{re} section se sont abstenus.

L'article a été adopté, par trois voix contre une abstention, dans la 3^e section, à l'unanimité dans les quatre autres.

La section centrale, à l'unanimité, a voté l'article 2 moyennant de remplacer l'âge de vingt-cinq ans par celui de vingt-huit ans.

Cet amendement fait droit à la première observation présentée au nom de la 1^{re} section.

Mais la section centrale n'a pas cru pouvoir s'associer aux autres critiques dirigées contre l'article 2.

Il est exact que l'article 103 de la loi sur la milice n'interdit pas formellement le mariage au réfractaire, qu'il se borne à exiger de lui la production d'un certificat de milice. Mais cette différence a paru purement théorique et spéculative, puisque, en fait, le réfractaire, à défaut de ce certificat, ne pourra pas contracter mariage. Le résultat est donc pour lui absolument le même que si le mariage lui était directement interdit; en effet, il lui sera impossible de produire le certificat prescrit par la loi.

C'est une pénalité, dit-on, et il importe de la maintenir dans l'intérêt de l'armée, de la défense du pays.

On pourrait objecter que la peine subsistera, qu'elle sera seulement adoucie, restreinte à un moindre délai, modifiée en ce qu'elle a d'excessif. La limite d'âge sera abaissée de trente-six à vingt-huit ans.

Mais il existe une réponse plus décisive. Il est permis de douter de la légitimité d'une peine qui, l'expérience le démontre, favorise l'immoralité. Tout au moins convient-il de réduire cette peine aux limites les plus étroites jusqu'au jour où il sera possible de la remplacer. Le répertoire répressif est assez varié pour que l'espoir d'une innovation plus radicale ne soit pas considéré comme chimérique, pour qu'on fasse enfin disparaître complètement une fâcheuse entrave à l'exercice d'un droit naturel.

Quant aux retardataires et aux déserteurs, il est difficile de comprendre pourquoi la loi devrait se montrer plus sévère à leur égard qu'envers les réfractaires.

Enfin l'auteur du projet, n'ayant poursuivi qu'un but de moralité, en facilitant les mariages, ne devait pas se préoccuper de la revision des articles 104 et 105 de la loi sur la milice, lesquels concernent des intérêts d'un ordre tout différent.

ART. 3.

Cet article a été voté à l'unanimité par les 4^e, 5^e et 6^e section. Dans la 3^e section, il a été repoussé par deux voix contre une; un membre s'est abstenu. Dans la 2^e section il a été adopté par six voix contre une. Enfin, la 1^{re} section a été unanimement d'avis qu'il ne convient de supprimer les actes respectueux qu'à l'égard des aïeuls et aïeules.

Tous les membres de la section centrale, partageant ce sentiment, ont pensé qu'il y a lieu de maintenir les actes respectueux vis-à-vis des père et mère, capables de manifester leur volonté, mais qu'un seul de ces actes est suffisant.

L'article 3 devrait donc être rédigé en ces termes :

« Les articles 151, 152 et 153 du Code civil sont remplacés par la disposition suivante :

» Les enfants légitimes, ayant atteint la majorité fixée par l'article 148, seront tenus, avant de contracter mariage, de demander par un acte respectueux et formel, le conseil de leur père et de leur mère, à moins que ceux-ci ne soient dans l'impossibilité de manifester leur volonté. A défaut de consentement sur un acte respectueux, il pourra être passé outre, un mois après, à la célébration du mariage. »

La section centrale craint que la suppression radicale des actes respectueux porte atteinte à l'autorité paternelle. Elle estime que le maintien de cette formalité vis-à-vis des père et mère peut protéger les enfants contre des entraînements irréfléchis, prévenir des unions mal assorties, contractées légèrement.

Les difficultés signalées par l'auteur de la proposition, dans les développements qu'il a présentés à la Chambre, se rapportent presque exclusivement aux aïeuls et aïeules, dont les indigents ont beaucoup de peine à établir, soit le décès, soit la capacité, soit la résidence. Ces obstacles se produisent bien rarement et à un degré infiniment moindre, en ce qui concerne les père et mère.

ART. 4, 5, 6.

Ces dispositions du projet n'ont donné lieu à aucune observation. Elles ont été votées à l'unanimité dans les diverses sections.

Il en a été de même dans la section centrale.

Elles sont empruntées à la loi française du 18 décembre 1850. (DALLOZ, 1851, quatrième partie, p. 9.)

ART. 7.

La section centrale, d'accord avec l'auteur de la proposition, a voté la suppression de cet article, jugé inutile en présence de la législation existante

en matière de *Pro Deo*. (Arrêts royaux des 6 septembre 1814, 21 mars 1815, 7 mai 1815, 20 juin 1815, 26 mai 1824.)

Moyennant les modifications qui précèdent, la section centrale, à l'unanimité, approuve le projet et vous en propose l'adoption.

Le Rapporteur,

BILAUT.

Le Président,

DE LANTSHEERE.

PROJETS DE LOI.

PROJET DE LOI DE M. WOESTE.

ARTICLE PREMIER.

L'article 88 de la loi sur la milice est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les miliciens et remplaçants qui sont envoyés en congé illimité peuvent contracter mariage. »

ART. 2.

L'article 103 de la même loi est ainsi modifié :

« Les individus soumis aux obligations de la présente loi et âgés de dix-neuf à vingt-cinq ans accomplis... » Le reste comme à l'article. »

ART. 5.

Les articles 151 à 155 et 157 du Code civil sont abrogés.

Sont en outre supprimés, dans l'article 28, les mots suivants : « et les dispositions des articles 151, 152, 153, 154 et 155 relatives à l'acte respectueux qui doit être fait aux père et mère dans le cas prévu par ces articles. »

PROJET DE LOI DE LA SECTION CENTRALE.

ARTICLE PREMIER.

L'article 88 de la loi sur la milice est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les miliciens, les volontaires avec prime et les remplaçants qui ont achevé leur quatrième année de service ou qui sont envoyés en congé illimité conformément à l'article 85, peuvent contracter mariage ».

ART. 2.

L'article 103 de la même loi est ainsi modifié :

« Les individus soumis aux obligations de la présente loi et âgés de dix-neuf à vingt-huit ans accomplis... » (Le reste comme à l'article.)

ART. 3.

Les articles 151, 152 et 153 du Code civil sont remplacés par la disposition suivante :

« Les enfants légitimes, ayant atteint la majorité fixée par l'article 148, sont tenus, avant de contracter mariage, de demander, par un acte respectueux et formel, le conseil de leur père et de leur mère, à moins que ceux-ci ne soient dans l'impossibilité de manifester leur volonté.

« A défaut de consentement sur un acte respectueux, il pourra être passé outre,

PROJET DE LOI DE M. WOESTE.

ART. 4, 5, et 6.

ART. 7.

PROJET DE LOI DE LA SECTION CENTRALE.

un mois après, à la célébration du mariage. »

ART. 4, 5 et 6.

(Comme au projet.)

ART. 7.

Supprimé.)